

Mesdames et messieurs les élus,

Nous comprenons que cette interruption de séance, qui bouleverse un peu les habitudes de votre confort d'assemblée, vous paraisse particulièrement désagréable, mais elle est pédagogiquement nécessaire : le mouvement Nuit Debout n'avait pas 24h d'existence que votre conduite rendait inévitable qu'il soit tout le contraire de ce que vous en espériez, à savoir ce qu'il est réellement et depuis le début : un *mouvement politique populaire* ! En nommant immédiatement l'événement sous les traits d'un paisible rassemblement démocratique *all inclusive*, vous avez en effet cru comme d'habitude pouvoir prendre le contrôle des choses par la communication. Le cocktail suranné du déni et du fantasme aux lèvres, pour ne rien dire de la dose extraordinaire de bêtise et d'outrecuidance qu'il faut toujours au fond pour l'avalier sans scrupules, vous avez cru qu'il suffisait de claironner votre sympathie pour le débat, pour les échanges francs et ouverts, pour le dialogue social, pour l'interpellation citoyenne, comme si c'était ce spectacle-là que nous jouions pour vous, pour nous encourager à entrer dans cette image que *vous* nous proposiez de nous-mêmes, et ainsi nous rendre inoffensifs par injonction.

Afin, donc, que vous n'ayez plus de doute sur nos intentions comme sur la signification réelle de ce qui a lieu en France, nous venons mettre les points sur les « i » : vous espériez un club de discussion non discriminatoire, charitable et bon enfant, Nuit Debout est un soulèvement politiquement orienté, c'est-à-dire polémique, excluant et volontariste. Vous jugiez avec complaisance qu'il est bon que le peuple trouve un espace où il puisse extérioriser ses frustrations, trouver un peu de réconfort par le partage de ses peines, un espace, donc, qui puisse *contenir* sa colère et sa rage ; en réalité Nuit Debout est une frontière derrière laquelle cette rage et cette colère trouvent librement la voie de leur traduction politique, une école où chacun augmente l'intelligence qu'il a de ses problèmes et la conscience qui lui manque du lien de solidarité organique qu'ils entretiennent avec les problèmes des autres. Vous pensiez que notre mouvement se limiterait à des festivités nocturnes et à une agitation de niche – au périmètre exclusif des places publiques –, Nuit Debout entend bien aussi s'inviter *en journée* partout où nous sommes dépossédés de la maîtrise de nos existences, et sa destination naturelle est de s'étendre bien au-delà des places pour joindre les banlieues, les campagnes, les lieux de travail et les cénacles institutionnels où nos vies sont en jeu. Vous attendiez des revendications, voici un avertissement ! Un avertissement, c'est-à-dire à la fois une alarme, car sans changement *structurel* votre folle obstination affaiblira encore le peu d'autorité dont vous avez besoin pour gouverner ; une sanction, car le mal est déjà fait et le peuple a soif de justice ; et enfin une annonce, celle que nous sommes la puissance de la multitude en acte, et que vous êtes ici maintenant sur le chemin où nous avançons !

Vous auriez tort à cet égard de poser sur notre petit comité un regard trop condescendant, et de nous demander avec trop d'assurance au nom de quelle légitimité nous sommes ici pour vous déranger. Car nous n'acceptons aucune leçon de démocratie ni de légitimité de la part d'hommes politiques qui sont depuis longtemps déjà et dans tous les scrutins élus avec des minorités, c'est-à-dire bien souvent, abstention déduite et si l'on observe les résultats du premier tour, les seuls où la volonté réelle des gens s'exprime avec à peu près de conviction sincère, avec 30, 20 voire même

15 % des électeurs ! Vous nous pardonneriez donc de ne pas considérer cette intrusion comme une atteinte à l'ordre démocratique et à votre droit reconnu de délibérer, car c'est *nous* qui considérons comme une atteinte à l'ordre démocratique et à notre droit constitutionnel d'être adéquatement représentés l'usurpation que vous faites sans aucune honte de ces lieux ! Mais cette occupation est une forme scandaleuse de coup d'État direz-vous ? Non, c'est une réappropriation ! Ce n'est pas nous, nous qui portons la colère sourde, étouffée, malhabile peut-être, inorganisée sans doute, mais surtout négligée, méprisée, voire censurée, de millions de personnes, celle des manifestants du CPE, de la loi LRU et de la réforme des retraites, celle des Nonistes du Traité constitutionnel de 2005 et des Indignés de 2011, celle des salariés de Goodyear ou de LVMH, qui serions un groupuscule d'activistes minoritaire, c'est vous qui êtes la fraction parasite et minoritaire d'un corps social qui ne sait plus comment se défendre. A quoi servez-vous, depuis trente ans, pour empêcher les délocalisations, pour mettre un terme au Tafta, pour lutter contre le pouvoir actionnarial, pour réécrire les traités européens, bref pour agir sur les leviers structurels qui sont la condition de l'efficacité véritable de toutes les bonnes volontés et des meilleures proclamations d'intention ? A quoi servez-vous ? A rien ! Vous n'êtes donc plus dignes d'être nos interlocuteurs.

Au nom de tous les indignés, révoltés, désabusés et autres dégoûtés par votre incompetence et votre négligence à conduire vos mandats selon les intérêts supérieurs du peuple, c'est-à-dire des hommes !, nous déclarons ne plus reconnaître l'autorité à laquelle vous prétendez par votre fonction. L'objet de cette action n'est donc qu'accessoirement didactique et notre adresse porte en réalité bien au-delà de cette contingente assemblée d'élus. C'est à la population toute entière que nous nous adressons, pour lancer un appel : pour nous détruire ou nous décourager, le pouvoir politique dominant n'a qu'à se donner la peine d'attendre, d'attendre que nous soyons fatigués de discuter en place publique, d'attendre que le travail médiatique de discréditation systématique pénètre suffisamment l'opinion publique pour qu'elle s'en détourne, d'attendre que les charges répétées de CRS dissuade le grand nombre de poursuivre dans cette voie, bref d'attendre que la population se persuade, une fois de plus, qu'elle est impuissante, qu'une confrontation radicale et déterminée est inutile, qu'il n'y a aucune autre alternative que de mettre son espoir entre les mains de ceux-là mêmes qui passent leur temps à nous décevoir. L'autre possibilité, c'est de ne pas laisser au pouvoir politique le luxe d'attendre ni le droit de faire comme si nous n'étions pas là, comme si nous n'étions qu'un problème passager et parallèle à gérer, voire à mater. Pour cela, investissons, reprenons, assiégeons, bloquons tous les organes de la démocratie : mairies, conseils divers, assemblées soi-disant régionales ou nationales. Nous appelons au blocage organisé du pouvoir politique !